

Aucune restriction n'a été imposée sur les importations de lait déshydraté et, en effet, cette catégorie n'est pas subventionnée au Canada. Donc, si de grandes quantités de lait écrémé en poudre sont importées comme le prétend le député, je suis disposé à m'occuper de cette affaire. Néanmoins, il devrait se rappeler qu'il y a trois catégories distinctes de lait en poudre.

M. Baldwin: Je pense que tout ça, c'est de la fichaise.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE DÉPLOIEMENT DE MIRV AUX ÉTATS-UNIS —LA RÉACTION DU GOUVERNEMENT CANADIEN

M. Andrew Brewin (Greenwood): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement des États-Unis a-t-il informé le gouvernement canadien du déploiement de MIRV ou engins à ogives multiples indépendamment guidées dans le Dakota du Nord près de la frontière canadienne? Si oui, quelle a été la réaction d'Ottawa?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, un haut fonctionnaire du gouvernement américain au Canada nous a informés ces derniers jours des projets de Washington. Je ne pense pas que leur portée dépasse celle de l'ABM, mais nous avons été informés. On ne nous a pas demandé notre avis et nous ne l'avons pas donné.

M. Brewin: En posant ma question supplémentaire je voudrais dire au ministre que je veux parler des ogives multiples indépendamment guidées des MIRV. Du fait des pourparlers actuels au sujet d'un accord possible de limitation d'armes stratégiques et du fait que le déploiement des MIRV constitue une nouvelle et dangereuse escalade de la course aux armements, le gouvernement a-t-il l'intention de faire des représentations au gouvernement américain à ce sujet?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, j'ai encouragé très vivement les pourparlers sur la limitation des armes stratégiques qui ont lieu entre les États-Unis et l'Union soviétique. Nous exhortons les deux parties à renoncer à se servir de ces missiles.

LES ESSAIS NUCLÉAIRES SOUTERRAINS PROJETÉS PAR LES É.-U.—LES RÉSULTATS DU DERNIER ESSAI

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ottawa a-t-il fait

[L'hon. M. Olson.]

des représentations récentes à Washington au sujet des essais nucléaires souterrains proposés dans les Aléoutiennes? N'y a-t-il rien à rapporter à la Chambre à cet effet?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, des renseignements nous ont été transmis au sujet des résultats du dernier essai. Nous avons étudié ces renseignements. Je crois qu'il n'y aura vraisemblablement pas d'autres essais souterrains avant deux ans environ. Nous étudions la possibilité et la date éventuelle d'autres représentations à cet égard. Je dois éclaircir ce point, monsieur l'Orateur. Bien sûr, nous sommes opposés à toute forme d'essai. La question qui se pose c'est de savoir si ce genre d'essai particulier constitue une menace spéciale pour le Canada.

[Plus tard]

M. Rose: Je voudrais poser une question supplémentaire relativement aux essais nucléaires dans les Aléoutiennes. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire si le Canada a ouvert une enquête pour son propre compte à propos des données recueillies ou bien si nous dépendons des renseignements communiqués par d'autres pays, notamment les États-Unis, en ce qui concerne les dangers éventuels de ces essais?

L'hon. M. Sharp: Le député se souviendra peut-être que, lors du premier essai, nous avons confié à nos propres experts le soin d'examiner si un préjudice pouvait être causé au Canada à la suite de circonstances particulières. C'est sur la base des conclusions de ces experts que nous avons présenté alors des instances à Washington. Nous sommes prêts à prendre la même initiative.

LA CAPITALE NATIONALE

LES CONSULTATIONS AU SUJET D'UN NOUVEAU PONT—LE PAIEMENT DE L'AMÉNAGEMENT DES APPROCHES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'aimerais demander au ministre de l'Expansion économique régionale si lui-même ou la Commission de la capitale nationale ont obtenu l'approbation des autorités municipales d'Ottawa pour le nouveau pont projeté sur l'Outaouais?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, plusieurs discussions ont eu lieu avec les autorités municipales et celles de l'Ontario. Évidemment, étant donné que le gouvernement fédéral paie tout le coût de construction du pont, il a pris la décision finale.